



Indonésie : il faut libérer sans délai les deux journalistes français d'Arte.

Depuis deux mois maintenant, les journalistes français d'Arte Valentine Bourrat et Thomas Dandois ont été faits prisonniers par les services d'immigration indonésiens accusés d'être entrés en Indonésie avec un visa de tourisme. Depuis le 6 août ils se trouvent dans un centre de rétention à Jayapura, capitale de la Papouasie.

Au-delà de la question administrative des visas, les autorités indonésiennes veulent visiblement faire un exemple dans cette affaire pour interdire l'accès à la Papouasie où nos deux confrères ont eu l'audace de se rendre afin d'effectuer un reportage dans cette région limitée d'accès en raison de la permanence d'une guérilla.

C'est donc bien la liberté d'informer qui se trouve dans le collimateur des « faucons » du régime de Jakarta qui rêvent avec le cas des deux journalistes français de décourager toute velléité de se rendre dans cette zone.

Il faut briser le mur du silence et clamer haut et fort que Valentine Bourrat et Thomas Dandois sont des journalistes travaillant pour une chaîne de télévision franco-allemande Arte connue de tous et non pas des clandestins ou des espions comme voudraient le faire croire la propagande en Indonésie.

Nos deux confrères doivent être libérés au plus vite et que cesse l'acharnement de quelques galonnés en mal de publicité à bon compte contre des journalistes étrangers qui n'ont fait que leur métier : celui d'informer sur un conflit oublié.

Jakarta a tort de prendre en otage la liberté de la presse, car la solidarité est entrain de monter en puissance.

Ainsi, après le soutien proclamé par les associations indonésiennes de défense des journalistes ou les ONG sur place, le sénat australien vient de voter une motion appelant à la libération des deux journalistes français dénonçant la « stricte restriction » de la liberté de la presse en Papouasie. Le texte a été explicitement soutenu par le ministère australien des affaires étrangères.

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT) rappellent qu'ils ont saisi dès le premier jour, les plus hautes instances indonésiennes pour leur demander de rendre à leur famille les deux journalistes.

Les syndicats appellent Paris à tout mettre en œuvre pour faire libérer maintenant les deux journalistes qui, s'ils sont reconnus coupables par un tribunal, risquent une peine de 5 ans d'emprisonnement.